

Document

Grèce: Que risquent les banques françaises?

(20minutes.fr)

Le 15 juin 2011

Les banques françaises pourraient souffrir de la situation financière grecque. C'est en tout cas la crainte de l'agence de notation Moody's, qui a placé sous surveillance BNP Paris, Crédit agricole et Société générale avec la menace d'une dégradation de leur note.

Exposition en Grèce

L'agence a nettement abaissé la note de la Grèce au début du mois. Elle considère à présent que les risques se sont accrus sur les établissements financiers qui détiennent de la dette grecque.

Car l'UE et le FMI discutent en ce moment d'un deuxième plan de sauvetage pour le pays, voire d'une restructuration de sa dette. La Grèce, incapable de rembourser ce qu'elle doit, ferait alors défaut et ce serait à ses créanciers d'assumer une partie des pertes.

Et si leurs collègues allemandes sont les plus exposées, les banques françaises arrivent en deuxième position, selon les chiffres de la Banque des règlements internationaux.

Risques sur la dette

Face à ce risque, les trois banques ne sont toutefois pas logées à la même enseigne. BNP Paribas ne possède aucune filiale dans le pays mais détient près de 5 milliards d'euros de créances sur la dette grecque.

La Crédit agricole détient peu de titres d'Etat mais possède une filiale, Emporiki, et une masse importante de prêts au secteur privé. Moody's considère que l'effet «*secondaire*» d'un défaut de la Grèce pourrait donc être «*significatif*», du fait de cette exposition à l'économie locale.

Du côté de Société générale, les craintes sont doubles. Elle dispose à la fois d'une part majoritaire au capital de la banque grecque Geniki et d'un portefeuille de titres d'Etat de 2,5 milliards d'euros.

Risques limités

Malgré cette exposition, le risque de voir les banques françaises perdre leur bonne note est cependant limité. Même en cas de défaut, les conséquences financières devraient tout d'abord être contenues.

Le directeur général de BNP Paris, Baudouin Prost, a estimé début mai que la banque pourrait perdre jusqu'à 1,2 milliard d'euros avec une décote de 30% sur ses titres d'Etat. Le PDG de Société générale, Frédéric Oudéa, chiffrerait de son côté les pertes à 500 millions d'euros.

Moody's a en outre elle-même reconnu que les trois banques offraient de «solides profils financiers et des bénéfiques substantiels et diversifiés».

Le ministre du Budget et porte-parole du gouvernement, François Baroin, a expliqué de son côté mercredi que cette situation ne l'inquiétait pas. Les établissements français «sont parmi les banques internationales les mieux notées actuellement» et une éventuelle dégradation de leurs notes n'aurait donc qu'un impact «limité».